



Missions, emplois, conditions de travail, dans le CALVADOS, tous les services sont en tension. Analyse et propositions de la CGT

Du 29 novembre au 6 décembre, ce seront les élections professionnelles dans la Fonction Publique. Nous allons élire nos représentants pour défendre nos garanties individuelles et collectives dans les Commissions Administratives et Paritaires et les Comités Techniques.

Il est essentiel de participer massivement à ces élections. Ce sera un message fort envoyé au directeur général, au ministre, au gouvernement, aux directeurs locaux pour exprimer notre attachement au dialogue social dans la fonction publique. Pour donner la légitimité aux élus pour intervenir auprès de la direction, il faut voter !

Il est urgent de montrer notre mécontentement face à la politique de démantèlement de la DGFiP et d'agir pour préserver nos emplois, nos missions, nos conditions de travail, améliorer notre grille de rémunération.

A l'occasion de sa dernière tournée de services, la CGT FINANCES PUBLIQUES a constaté les carences de notre administration.

Pour la majorité des sites et des services, les emplois manquent, les conditions de travail sont dégradées, les missions sont menacées.

L'état du réseau : éloignement et dégradation du service public :

Depuis plusieurs années, les directeurs successifs appliquent un plan de « rationalisation du réseau ». Les services sont regroupés, fusionnés, éclatés, supprimés. Si nous regardons la carte de notre département, la disparition des Trésoreries de proximité en est l'illustration la plus visible. Si les ex « centres des impôts » sont toujours existants, des services disparaissent. Pour exemple la disparition sur certains sites des SPF (ex Hypothèques) de Vire, Lisieux, Bayeux au 1^{er} janvier 2019, des CDIF (Cadastre) Bayeux, Lisieux, Pont l'Evêque, des SIE de Lisieux, Vire au 1^{er} janvier 2019. La conséquence immédiate est l'affaiblissement du service public des finances. La seconde c'est la menace de suppression de certains sites.

Nous nous sommes toujours opposés à ces projets qui portent atteintes aux missions, déséquilibrent les territoires ruraux par une concentration des services dans les métropoles et les grandes villes. Dans certains territoires la présence des services publics est à reconquérir.

L'emploi et la gestion du personnel :

Ces restructurations ont été motivées par la volonté délibérée de supprimer des emplois, afin de réduire les dépenses publiques et le déficit. Ces suppressions ont été justifiées également par de supposés gains de productivité.

Pour résorber les retards, assurer les tâches dans de bonnes conditions, il ressort de nos discussions avec les collègues que les besoins en emploi dans le Calvados sont nombreux.

Certains EDR occupent des emplois vacants, d'autres jouent le rôle de pompiers.

Dans l'organisation du travail, les priorités étant définies par la Direction, des collègues subissent des détachements pour renforcer d'autres services au détriment de leur service d'affectation.

Dans le regroupement de services, certains collègues n'acceptent pas, pour de bonnes raisons de suivre la mission. Il s'en suit une dilution des compétences, un manque dans la transmission des savoirs.

Pour un nombre grandissant de collègues, nous avons constaté la perte du sens de nos « métiers » et du service rendu, l'augmentation du mal vivre au travail et du stress. Nous avons rencontré des agents qui sont sous traitement pour des pathologies liées à ces conditions de travail profondément détériorées.

Notre analyse et nos propositions :

Expérimentée dans d'autres administrations et entreprises la méthode est à l'œuvre pour réduire le service public à la portion congrue :

- restructurer en permanence et par spécialité et dans la durée pour faire accepter l'idée selon laquelle tout le monde sera touché, méthode qui a aussi pour effet de casser les solidarités.
- Dégrader le service aux usagers pour qu'ils soient demandeurs (ou au mieux passifs) de transferts vers d'autres administrations, de privatisations, de suppressions d'emplois de fonctionnaires,

Nous accordons une attention particulière aux situations individuelles et à leur défense en inscrivant toujours notre action dans un cadre collectif, en nous appuyant sur les règles en vigueur. Ces dernières sont grandement modifiées avec des garanties moindres, comme les mutations élargies au niveau du département ou la possible perte d'emploi en cas de « 3^{ème} refus de poste ».

Seule l'action collective et unitaire peut permettre l'arrêt de ces remises en cause et la reconquête de nos droits.

Dans le prolongement des journées de grève et de manifestations qu'elle a largement impulsée en 2018, la CGT FINANCES PUBLIQUES entend démontrer que la contestation sociale est toujours présente et que des alternatives sociales sont possibles.

Dans les prochaines semaines elle entend :

- démontrer au Directeur, preuves à l'appui, l'incohérence des suppressions d'emplois envisagées et la nécessité de recruter,
- s'adresser aux élus locaux et nationaux pour les mettre devant leurs contradictions, et leur faire mesurer la nécessité vitale de la présence du service public sur tout le territoire, gage d'efficacité économique et garant du lien social.

VOTER CGT :

- **C'EST S'OPPOSER A CES DESTRUCTURATIONS, MAIS AUSSI PROPOSER ET FAIRE VALOIR DES CHOIX DE DÉVELOPPEMENT, DE PROGRÈS ET DE SOLIDARITÉ,**
- **C'EST RESISTER.**